

sant, la guerre se prolongera ; il n'y aura plus désormais l'explication que c'est la faute aux ultras, dont il y aura peut-être encore quelques soubresauts, ou à l'armée : toute la responsabilité retombera sur le pouvoir à Paris.

Nous ne sommes pas revenus au rapport des forces d'avant mai 1958, et les possibilités de crise révolutionnaire de la société qui avaient existé depuis la Libération ne sont plus à l'ordre du jour. Mais une certaine remontée ouvrière, un renforcement de la classe ouvrière, des luttes assez amples entrent dans le domaine des perspectives possibles.

Examinons ce que fut l'attitude des vieilles directions au cours de la dernière crise, en face de ce qui se passait dans les masses. Les tendances instinctives de celles-ci étaient assez nettes : frapper sur les ultras, sans faire confiance à de Gaulle, bénéficiaire du coup du 13 mai.

La direction du PS ne pouvait évidemment pas répondre à ces sentiments. Elle s'est retrouvée dans un comité avec l'U.N.R. et les « anciens des services secrets » (sic), où même le M.R.P. n'a pas cru devoir se commettre.

D'autre part, P.C.F., P.S.A., U.G.S. ont repris le thème de la « défense de la République » entonné par le chœur gaulliste. En ne donnant pas aux masses, qui voulaient combattre les ultras sans rendre service à de Gaulle, les mots d'ordre qui convenaient ces directions ont fait du gaullisme de gauche. La direction du P.C.F. (tout en recourant à quelques formules plus vigoureuses dans le sens de l'action) oubliant même sa perspective de « démocratie renouée » ; à plus forte raison il ne fut pas question d'appeler les travailleurs à la défense des libertés et droits démocratiques et ouvriers, **comme éléments indispensables des luttes ultérieures pour le socialisme**. Les organisations ouvrières ont travaillé en premier lieu pour de Gaulle. On nous a signalé plusieurs cas où des travailleurs, en tête des débrayages dans le passé, ont refusé de faire la grève d'une heure, sous prétexte de ne pas tirer les marrons du feu pour de Gaulle. Il faut déplorer cet infantilisme politique, mais la responsabilité en incombe en premier lieu aux directions incapables de formuler une politique de classe indépendante pour mobiliser les travailleurs.

En dépit de la politique si lamentable des directions ouvrières, la situation se présente différemment de celle qui suivit mai 1958. Il n'y a pas l'accablement et le sentiment de défaite qui dominaient alors. La grande manifestation du 28 mai, ce fut le bel enterrement de la IV^e République. La grève d'une heure du 1^{er} février peut être un premier signe d'un renouveau. Celui-ci ne se fera pas tout seul. Mais ce changement de climat, si faible soit-il, est favorable et à l'action de la classe et au développement de l'esprit critique des militants. Ceux-ci ont main-

tenant fait en très peu de temps une série d'expériences leur montrant comment la force des travailleurs s'est trouvée paralysée en mai 1958 et exploitée en janvier 1960, par le gaullisme, en raison de la politique même de leurs directions. Tout cela n'est pas épisodique, accidentel, mais l'aboutissement de la politique suivie à la Libération, où on a loupé le coche, où la force des travailleurs a servi non à créer le pouvoir ouvrier, mais à rétablir « un seul Etat, une seule police, une seule armée » — à la demande de Thorez — au profit du capitalisme.

✱

Que faire maintenant ?

Les luttes revendicatives restent à l'ordre du jour ; mais les problèmes politiques qu'il fallait soulever vont maintenant rencontrer une audience plus grande.

Le premier c'est la guerre d'Algérie. Imposer la paix par la négociation avec le G.P.R.A. sur la base de la reconnaissance de l'indépendance, tel doit être le mot d'ordre des travailleurs français, qui n'ont aucun autre intérêt à défendre en Algérie que celui des masses algériennes.

Il faut aussi mettre à l'ordre du jour la défense des travailleurs algériens en France, victimes entre autres de tous les éléments de l'appareil d'Etat qui étaient au service des ultras. Il faut imposer, par l'action des travailleurs, l'abolition des camps, la libération des emprisonnés, la fin de la chasse aux faciès.

Ces objectifs, ces luttes immédiates revendicatives et politiques, il faut les lier à une perspective générale permettant de surmonter les hésitations à s'engager avec hardiesse : après de Gaulle, quoi, quel régime ? A cette préoccupation légitime, il ne faut pas offrir l'illusion d'une démocratie bourgeoise « renouée ». Aux moments de crise, personne n'y pense ; le seul vrai pouvoir fort au service des masses ne peut être qu'un gouvernement des travailleurs, formé par les organisations ouvrières, s'appuyant sur eux, et prenant des mesures énergiques contre le capitalisme, contre le colonialisme, des mesures qui entament la construction d'une société socialiste.

✱

Il sera difficile de remonter la pente, surtout au début. Le gouvernement ne manquera pas de vouloir frapper beaucoup plus fort à gauche qu'il ne l'a fait à droite. Mais c'est au moyen d'une politique résolue, profitant des divisions internes à la bourgeoisie, avec une perspective socialiste clairement affirmée, qu'à travers des batailles qui ne seront pas toutes couronnées de succès, la classe ouvrière se relèvera de la défaite de mai 1958, dégagera une nouvelle direction et pourra reprendre effectivement la lutte pour le pouvoir.